

Commission : Conseil de sécurité historique

Question : Comment accompagner les transitions démocratiques au sortir de la Guerre froide ?

Auteur : France

Nous venons de vivre des moments historiques. La chute du mur de Berlin il y a à peine 2 mois abouti à une révolte populaire dans plusieurs pays en Europe tel que la Bulgarie, Estonie, Lettonie, Lituanie, Tchécoslovaquie, et Roumanie. En dehors de l'Europe tel qu'au Chili et au Zaïre le soulèvement du peuple laisse le futur de ces pays incertain. Après de nombreux bouleversement politiques dans le monde nous avons besoins d'accompagner les nouveaux gouvernements vers un monde plus démocratique.

La délégation Française veut que cette transition puisse avoir lieux le mieux possible en termes de liaisons économique et politique. Pour cela nous avons plusieurs solutions à proposer. En générale ces pays ont besoin qu'on leurs propose des échanges internationaux en mettant en avant la mise en place d'une démocratie. Grace aux échanges internationaux, leurs économies sera alors relancé. Pour aider à relancer nous proposons un soutien financier et une nouvelle coalition de commerce. Ceci sera non seulement positif pour ces pays mais aussi pour nous.

Leurs nouveaux gouvernements auront besoins d'être guidé pour éviter que ces nouveaux dirigeants redeviennent des tortionnaires. La délégation française veut assister à un développement démocratique. Pour mettre cela en place nous proposons d'envoyer des forces de paix dans les nombreux pays qui risquent de rentrer en guerre civile. Nous voulons en envoyer à Kinshasa, Roumanie, et Yougoslavie. La délégation Française veut absolument éviter une autre guerre. La délégation française veut aussi tisser de nouvelles relations avec ces pays qui pourrait devenir des puissances économiques dans le futur.

Pour avoir une transition démocratique la délégation française veut surtout revoir les droits de l'homme avec ces pays. Nous pensons que la base d'une démocratie c'est les droits humains et la justice. En attendant il faut mettre en place une justice transitionnelle. Tout le monde a le droit à une justice.

Pour résumer nous voulons mettre en place des forces de paix dans les pays à risque de guerre civile. Ensuite guider les nouveaux gouvernements en leurs apprenant à gérer un pays. Nous voulons revoir les droits de l'homme et en attendant la stabilisation de leurs gouvernements mettre en place une justice transitionnelle. Dernièrement nous allons tisser de nouveaux liens économique et politique en vue de relancer le commerce avec ces nombreux pays. Nous savons que c'est notre rôle en tant que grands pays économique et politique de guider ces pays dans le droit chemin.